



**TRAVAUX DE RETRAIT D'AMIANTE ET D'INTERVENTION SUR MATERIAUX AMIANTÉS,
FCR ET/OU PLOMB EN MILIEU CONVENTIONNEL**

**Référence : DAPS_S2MN_LFM_CDCA_B21-01140
LOT C1**

**ANNEXE n°4 : Centre CEA Paris-Saclay (sites de Saclay et Fontenay-aux-Roses et leurs
annexes)**

Ce document présente les conditions d'exécution spécifiques au centre Paris-Saclay.



Table des matières

1. DOCUMENTS DE REFERENCE.....	3
2. PRESENTATION DES SITES DU CENTRE DE PARIS-SACLAY	3
3. MODALITES D'ACCES SUR SITE ET CONFIDENTIALITE.....	4
4. DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX TRAVAUX AMIANTE (SOUS-SECTION 3 ET 4).....	5
4.2.1. Moyens matériels.....	5
4.2.2. Effluents générés lors de chaque chantier.....	6
4.2.3. Transport et élimination des déchets.....	6
5. DISPOSITIONS RELATIVES AUX SITUATIONS D'URGENCE	6



1. DOCUMENTS DE REFERENCE

Le Titulaire doit respecter l'ensemble des exigences spécifiques au CEA. Le tableau suivant présente les documents de référence applicables (liste non exhaustive) :

- [1] Décret n° 2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.
- [2] Décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- [3] Décret n° 2004-802 du 29 juillet 2004 retranscrit dans les articles R. 1334-23 à R. 1334-28 du Code de la santé publique.
- [4] Code du travail relatif à la prévention du risque amiante : quatrième partie, livre IV, chapitre 2, section 3 (art. R.4412-94 à R.4412-145)
- [5] Travaux exposant à l'amiante interdits à certains travailleurs : Articles D. 4153-17 et 18 (jeunes travailleurs) ; Article D. 4154-1 (travailleurs temporaires et travailleurs sous contrat à durée déterminée)
- [6] Dossier Technique Amiante (DTA) CEA/ P-SAC
- [7] Instruction générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le centre CEA Paris-Saclay
- [8] Procédure de la gestion du risque amiante au CEA / Paris-Saclay, CEA/P-SAC/DIR/PR/029
- [9] Consigne d'évacuation des déchets conventionnels par les entreprises extérieures (C06)
- [10] Principes et modalités d'établissement et de gestion du zonage déchets des installations du CEA

Les documents référencés ci-dessus sont accessibles sur internet et plus particulièrement sur le site Légifrance (Code du Travail) et pour les documents spécifiques au centre de Paris-Saclay (aussi dit « P-SAC »), ils sont consultables sur le site intranet du centre. Les documents relatifs à la référence [6] sont consultables sur demande auprès du chargé d'affaire de l'intervention, du correspondant amiante centre, des coordonnateurs amiante de chaque site (de Saclay et de Fontenay-aux-Roses) et des acteurs sécurité des installations (Chef d'Installation, Ingénieur Sécurité d'Installation et/ou Animateur sécurité)

Le Titulaire adaptera son intervention à la réglementation en vigueur [1], [2], [3], [4], [5] et aux évolutions possibles en cours de marché. En particulier, il mettra à jour les documents nécessaires si des évolutions réglementaires l'exigent.

2. PRESENTATION DES SITES DU CENTRE DE PARIS-SACLAY

2.1. Site de Saclay et ses annexes

Le site CEA de Saclay présente une superficie, annexes comprises, de 230 ha environ, répartie sur les communes de Saclay, Villiers le Bâcle, Saint Aubin et Gif-sur-Yvette, soit environ 400 bâtiments ayant des vocations diverses (halls d'expérimentation, procédés industriels, laboratoires de physique, chimie, biologie, bureaux, etc. ...) construits depuis les années 1950.

Les principales annexes, c'est-à-dire les bâtiments dépendant du centre mais situés à l'extérieur de ses enceintes de Saclay sont :

- Le site CEA de l'Orme les Merisiers, distant de 1,5 km, accessible par la N306, situé à l'est de Saint Aubin ;
- Le Service Hospitalier Frédéric JOLIOT, au sein de l'hôpital d'Orsay ;
- L'immeuble Le Ponant situé au 25 rue Leblanc Paris 15ième (siège administratif du CEA) ;
- Le site de NANO-INNOV situé à Palaiseau.



2.2. Site de Fontenay-aux-Roses et son annexe

Le site CEA de Fontenay-aux-Roses est construit sur le site de l'ancien fort de Châtillon et est le premier site historique du CEA. Le premier bâtiment, « Zoé », a été construit en 1945. Lors de la dernière mise à jour en 2014 du dossier technique amiante, 55 bâtiments ont été contrôlés, pouvant contenir potentiellement des matériaux amiantés auxquels il faut ajouter la voirie. Le site de FAR comprend également le site d'Evry dans lequel des interventions peuvent avoir lieu.

3. MODALITES D'ACCES SUR SITE ET CONFIDENTIALITE

3.1. Accès aux sites

Le Titulaire se conformera aux règles relatives aux conditions d'accès en vigueur sur les sites et leurs annexes.

Le titulaire se rapprochera de la personne en charge du marché (chargé d'affaire CEA) pour faire les demandes d'accès sur site. Pour indication, il existe plusieurs type d'accès :

- Les accès pour intervention de courte durée (<32 jour par an cumulé) auquel cas, il faudra prévoir à minima 8 jours d'instruction pour les personnes de nationalité de l'UE et 20 jours Hors UE.
- Les accès pour intervention de longue durée (>32 jour par an cumulé) auquel cas, il faudra prévoir 1 mois d'instruction du dossier pour les personnes de nationalité de l'UE et 2 mois Hors UE.
- Les accès en Heures Non Ouvrées (en semaine de 20h45 à 7h00, le week-end et lors des fermetures du centre). Toute activité rentrant dans ce cadre doit faire l'objet d'une autorisation préalable du Directeur de Centre CEA Paris-Saclay via une demande du salarié CEA.

Le personnel du Titulaire aura la possibilité d'utiliser les services de restauration existants sur le site d'accueil (hors annexes).

Tous les détails des procédures et renseignements peuvent être obtenus auprès du chargé d'affaire CEA (ou chef d'installation CEA)

3.2. Horaires des prestations et fermetures des sites

Dans tous les cas, la durée de travail des salariés doit être en conformité avec la législation du travail.

Pour diverses raisons (exploitation, travaux en cours, etc...), les interventions pourront être restreintes à une plage horaire spécifique, laquelle sera précisée au plus tôt au Titulaire.

Les interventions en dehors des horaires définis ci-après seront soumises à l'accord du Chef d'installation CEA.

Suivant le règlement intérieur, les horaires sont de 8h à 18h avec un badge provisoire (accès limités à 32j/an) et peuvent être élargis de 7h30 à 18h30 avec un badge permanent. De plus, en accord et/ou à la demande du CEA des interventions pourront avoir lieu en heures et jours non ouvrés pour les porteurs de badge permanent. Ces horaires seront entérinés lors de la visite d'inspection commune ainsi que les jours de fermetures du centre.

3.3. Confidentialité

Le Titulaire ne travaillera pas dans des zones d'installation sensibles ou sur des documents classifiés. Les prestations ne feront donc pas l'objet d'une classification (CD ou SD).

Le Titulaire et son personnel :

- devront considérer comme strictement confidentielles toutes les informations sous quelque forme que ce soit, dont ils pourraient avoir connaissance lors de leur présence sur le Centre CEA/Paris-Saclay et à ne pas divulguer ou communiquer à un tiers lesdites informations à d'autres fins que celles prévues dans le cadre du marché faisant l'objet de ce Cahier des Charges ;
- ne devront jamais, même à titre de référence ou de notoriété, publier en France et/ou à l'étranger lesdites informations sans l'autorisation écrite préalable du CEA.



Nonobstant le terme du marché, le Titulaire et son personnel demeurent liés par cette obligation de confidentialité sans limitation de durée.

4. DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX TRAVAUX AMIANTE (Sous-section 3 et 4)

Toutes entreprises extérieures sur le centre répondront aux exigences de l'instruction référencé [7].
Concernant les exigences du CEA de Paris-Saclay pour les interventions répondant aux dispositions de la sous-section 4 et des opérations en sous-section 3, celles-ci sont détaillées dans la procédure référencé [8].

4.1. Point d'arrêt avec information du CEA

Le Titulaire devra réaliser un point d'arrêt amiante avec le coordonateur amiante du site, le chef d'installation ou son représentant une fois la mise en place du chantier. Le chantier ne pourra démarrer qu'une fois la diffusion du PV du point d'arrêt par mail.

Point d'arrêt du chantier :

Le titulaire devra informer les interlocuteurs CEA (Chef d'installation, chargé d'Affaire de l'intervention, correspondant et coordonnateur amiante centre) dans les cas suivants :

- date du test d'étanchéité du confinement le cas échéant (avec la configuration pré-testée) ;
- réalisation du contrôle visuel (ou des contrôles si prévu en deux étapes) ;
- résultats de chantier test ;
- arrêt des extracteurs ;
- rupture du confinement ;
- lorsque le niveau d'empoussièrément est supérieur à celui estimé ;
- accident, incendie ;
- et d'une manière générale dès lors que les conditions d'intervention ne sont pas conformes à celles prévues dans le Plan de retrait ou Mode opératoire (dans ce cas il devra arrêter les opérations, mettre en sécurité la zone d'intervention et informer immédiatement le CEA).

4.2. Relecture

L'entreprise doit soumettre le plan de démolition, le plan de retrait (ou d'encapsulage le cas échéant) ou le mode opératoire avec toutes les annexes à la relecture des interlocuteurs CEA (définis au 1.3.1) au moins 10 jours avant toute transmission aux organismes (Inspecteur du Travail, CRAMIF et, le cas échéant à l'OPPBTP conformément aux *articles R4412-137 et 138 du Code du Travail*).

Le Titulaire devra intégrer les remarques et fournir autant de version corrigées que nécessaires. Ce Plan de retrait ou le mode opératoire demeure de la responsabilité du titulaire (pas de validation par le CEA).

. Une copie de la version transmise aux organismes (avec toutes les annexes) doit également être transmise au CEA. Les réponses des organismes au Titulaire, s'il y a, doivent être transmises aux interlocuteurs CEA.

Les copies des réponses aux remarques des organismes doivent être transmises aux interlocuteurs. Le Plan de retrait ou Mode opératoire doit être modifié, si nécessaire, selon les demandes des organismes, et soumis à la relecture des interlocuteurs CEA.

L'entreprise titulaire doit fournir aux interlocuteurs CEA, la preuve de la réception du plan de démolition, du plan de retrait (ou d'encapsulage, le cas échéant) ou mode opératoire par les organismes.

Des dispositions similaires doivent être prises dans le cadre d'un avenant.

A noter que pour le mode opératoire FCR/plomb, le document doit également être soumis à la lecture du CEA (réfèrent plomb du Centre).

4.2.1. Moyens matériels



Le CEA ne prête aucun matériel au Titulaire, qu'il s'agisse d'équipements de travail ou d'équipement de protection individuelle spécifique, sauf régime dérogatoire encadré selon les règles définies par le CEA et portant sur des dispositions écrites dans le marché initial et dans le plan de prévention signé par le Titulaire.

4.2.2. Effluents générés lors de chaque chantier

Les effluents générés seront stockés dans des bacs tampons en attente du retour d'analyse MEST, assurant qu'ils soient exempts de fibres d'amiante, avant rejet dans le réseau adapté du site concerné. Pour rappel, le rejet vers le réseau d'eau pluviale est interdit.

4.2.3. Transport et élimination des déchets

Pour l'ensemble des sites, l'évacuation des déchets devra être conforme à la Consigne d'évacuation des déchets conventionnels par les entreprises extérieures (C06) [9]. L'entreprise se verra remettre par le CEA des Bordereaux d'Evacuation de déchets (BE) sur Saclay et des Demandes d'Evacuation (DE) sur Fontenay-aux-Roses. Les Bordereaux de Suivi des Déchets Dangereux contenant de l'Amiante (BSDA) seront saisis sur Trackdéchets.

L'évacuation par un transporteur agréé et la mise en centre de traitement agréé sont à la charge du titulaire. Le Titulaire transmettra au CEA les Certificats d'Acceptation Préalables dès leur édition.

Concernant les bordereaux d'évacuation (BE ou DE) de déchets :

- Un feuillet sera remis au CEA par le transporteur en sortie de Centre (après passage obligatoire au portique de contrôle radiologique du chargement des véhicules de chaque site (CRCV sur Saclay et Claudie sur Fontenay-aux-Roses);
- Pour Saclay uniquement, un feuillet, complété par le destinataire, devra être retourné au CEA après le dépôt en décharge agréée afin que le CEA Saclay puisse assurer la traçabilité concernant les déchets qu'il produit.

Le Titulaire devra s'assurer du retour des BE au CEA Saclay et de la signature électronique des BSDA par le centre de traitement au plus tard un mois après la date d'évacuation. Passé ce délai, le CEA se verra dans l'obligation d'en informer les autorités et appliquera des pénalités de retard.

Pour la sortie des déchets provenant de ZNC [10], un contrôle radiologique pourra être réalisé par le CEA. A cet effet, les colis contenant les déchets amiantés devront être correctement conditionnés afin de permettre le contrôle du colis sans exigence selon les dispositions de la ss3 et ss4.

5. DISPOSITIONS RELATIVES AUX SITUATIONS D'URGENCE

Le Titulaire devra prendre en compte les consignes de sécurité pour chacun des sites (numéro d'urgence, contacts). En effet les consignes diffèrent selon le lieu d'intervention. Les consignes seront transmises lors des échanges avec les interlocuteurs du CEA avant démarrage du chantier, notamment lors de l'Inspection Commune Préalable.